

d'autres denrées que nous pourrions importer de l'étranger. Il est néanmoins fort vrai que le commerce international doit se mouvoir dans les deux sens et qu'il ne saurait y avoir de grosses exportations que s'il y a des importations considérables ou si on accorde des crédits ou de l'aide sous forme de devises canadiennes pour assurer que nos producteurs nationaux recevront le paiement de leurs exportations.

L'honorable député a dit que le Canada a perdu le marché du Royaume-Uni pour la seconde fois, depuis qu'il est mêlé à la chose politique. Il n'y a pas eu de perte du marché du Royaume-Uni. Le Royaume-Uni ne désire pas moins aujourd'hui importer les produits du Canada, mais il se trouve que le Royaume-Uni, malgré l'amélioration de sa situation, amélioration qui se poursuit constamment et régulièrement, manque encore de dollars, ce qui limite les quantités d'articles canadiens qu'il peut importer et pour lesquels il peut réunir les devises nécessaires.

L'honorable député dit que nos importations en provenance du Royaume-Uni sont insuffisantes et que notre balance commerciale avec le Royaume-Uni est encore en notre faveur. Si je comprends bien les paroles de l'honorable député, je conclus que nous exportons là des denrées d'une valeur supérieure à celle des articles que nous en importons. Il y a précisément des produits importés de là qui se vendent sur le marché canadien à des prix que notre industrie textile est impuissante à soutenir.

Il y a eu jusqu'ici au Canada, dit l'honorable député, des partis autres que celui auquel j'appartiens et celui auquel il appartient de son côté, qui ont fait de nombreuses promesses, mais qui n'ont pas encore eu l'occasion de prouver ce qu'ils pouvaient accomplir. C'est parfaitement vrai. Mais il est aussi parfaitement vrai que les partis auxquels lui et moi nous appartenons tous deux ne sont pas des partis socialistes. Ce sont des partis qui tiennent à l'entreprise libre et veulent la plus grande somme de liberté individuelle qui se puisse exercer sans porter atteinte au bien-être de l'ensemble de la collectivité. Notre gouvernement, et je suis sûr que ce serait également vrai de tout gouvernement que formerait le parti de l'honorable député, ne tente pas de dicter aux Canadiens quelles sont les sources dont ils doivent obtenir leurs approvisionnements ni ne tente de leur dicter à qui ils doivent vendre, s'ils le peuvent, les produits qu'ils ont à exporter.

Nous ne négligeons rien pour faciliter le commerce extérieur, mais nous ne tentons pas de le diriger par l'entremise d'un organisme de l'État, exception faite de la Commis-

sion du blé qui a été créée à la demande des producteurs de blé eux-mêmes et qui est administrée à leur avantage et, dans une grande mesure, sous leur direction.

Appliquée à l'échelle mondiale, aucune politique fiscale énergique,—comme celle que l'honorable député semble avoir en vue pour empêcher l'entrée de marchandises en provenance de régions où l'on peut les produire à meilleur marché que chez nous,—n'aurait guère d'effet bienfaisant.

L'honorable député dit que notre parti n'a jamais été mis à l'épreuve et n'a pas eu à affronter des temps difficiles. Eh bien, c'est parce que, lorsque nous avons été au pouvoir, il ne s'est pas produit de ces temps difficiles qui sont survenus, peut-être par coïncidence seulement, avec l'application du genre de programmes dont l'honorable député nous a entretenus cet après-midi.

Il y a du chômage au Canada. Il y a eu du chômage au Canada tous les ans. Depuis trois ou quatre ans, à l'ouverture de chaque session du Parlement du Canada, on a manifesté beaucoup d'appréhension quant au caractère et à l'étendue du chômage au Canada. Néanmoins, grâce aux ressources matérielles et humaines dont l'honorable député a fait état, cette situation s'est améliorée au fur et à mesure que la saison a avancé et il y a raison de s'attendre que cela se produise encore.

Quiconque examine la situation qui existe au Canada et celle qui règne chez nos voisins du Sud se rend compte que les Canadiens n'ont pas raison de penser que nous ne nous tirons pas aussi bien d'affaire qu'eux ou que la tendance au mieux qui se manifeste là-bas ne se manifeste pas également dans l'économie canadienne.

Cela ne veut pas dire, dans le cas de ceux qui sont sans emploi (et ils sont nombreux), que le chômage n'est pas quelque chose de déplorable, ni que nous ne devrions faire tout notre possible pour en diminuer les effets. Mais, ainsi que l'a dit l'honorable député, l'affectation de fonds publics à des entreprises publiques ne permettrait pas de faire grand chose. Ce qu'il faut, c'est un stimulant à l'économie en général qui vienne le moins possible en conflit avec l'exercice, par nos concitoyens, de leur propre initiative et de leurs talents.

Le député a peut-être, à cet égard, pris connaissance de l'évaluation de la situation du Canada faite par le président de la Banque canadienne du Commerce lors de la quatre-vingtième réunion annuelle des actionnaires de cette institution. Le président a envisagé la situation de façon objective; il a conclu que s'il était possible de faire le bilan de la position du Canada, celui-ci accuserait un surplus sensible du côté favorable.